

Direction des Finances
DF Pôle Budget

DAGJ-2024-217

Nomenclature Acte : Emprunts

OBJET : Emprunt de 1 500 000 euros souscrit auprès de la Caisse d'Epargne pour le financement du programme d'investissements de l'exercice 2024

LE MAIRE DE LA VILLE DE SAINT-MALO

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2122-22, L 2122-23, L 2131-1 et L 2131-2,
- VU la délibération n° 2020-07-002 du Conseil Municipal en date du 10 juillet 2020 donnant délégation à Monsieur le Maire en application des articles susvisés,
- VU la délibération n° 2020-07-003 du Conseil Municipal en date du 10 juillet 2020 donnant délégation de pouvoirs au Maire, en matière de gestion active de la dette et de la trésorerie, et l'autorisant expressément, en cas d'empêchement, à subdéléguer ses pouvoirs à un adjoint dans l'ordre des nominations,
- VU l'arrêté n° 2023-032 du Maire en date du 13 février 2023, donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Virgile CRANCE, 1er adjoint,
- VU l'arrêté n° 2024-236 du Maire en date du 1er octobre 2024, donnant délégation de signature à Monsieur Nicolas BELLOIR, 3ème adjoint,
- VU l'offre de financement proposée par la Caisse d'Epargne,
- VU le budget,

DECIDE

Article 1 : Pour financer son programme d'investissements de l'exercice 2024, la Ville de Saint-Malo décide de contracter auprès de la Caisse d'Epargne un prêt d'un montant de 1 500 000 € (un million cinq cent mille euros) d'une durée de 15 ans pour le budget principal.

Article 2 : Les principales caractéristiques de ce prêt sont les suivantes :

Score Gissler : 1A,

Montant du contrat de prêt : 1 500 000 €,

Durée du contrat de prêt : 15 ans,

Type d'amortissement : amortissement constant,

Périodicité : trimestrielle,

Nature de taux : Fixe,

Taux fixe maximum : 3,42 % (taux cible 3,22 %),

Base de calcul des intérêts : mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours,

Remboursement anticipé : total ou partiel possible à chaque date d'échéance, moyennant un préavis de trente (30) jours ainsi que le paiement d'une indemnité actuarielle non plafonnée,

Commission d'engagement : 0,05 %,

Versement des fonds : 7 jours après la signature du contrat de prêt.

Article 3 : La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rennes, 3 Ctr De La Motte 35044 RENNES, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Comptable Public du Service de Gestion Comptable sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Saint-Malo, le 6 novembre 2024

Pour le Maire et par délégation,

Le 1er Adjoint au Maire,
Jean-Virgile CRANCE